

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule déchets
4 avenue de la gare
BP 132
48005 Mende Cedex

Mende, le 01/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL Carrières Bonicel et Fils

Lueysses
48500 Laval-Du-Tarn

Références : -
Code AIOT : 0006602125

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/07/2025 dans l'établissement SARL Carrières Bonicel et Fils implanté Costo Caldo 48500 Laval-du-Tarn. L'inspection a été annoncée le 16/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL Carrières Bonicel et Fils
- Costo Caldo 48500 Laval-du-Tarn
- Code AIOT : 0006602125
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert. Des installations mobiles de traitement des matériaux extraits, sont également présentes ponctuellement in situ. Cette activité est sous-traitée et est réalisée par campagne annuelle d'une durée d'environ 1 mois.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 4.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite du 25 octobre 2023, il avait été constaté l'absence d'une aire étanche pour le ravitaillement des engins, ainsi que l'absence de surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières lors de chaque campagne de concassage annuelle, d'une durée d'environ un mois.

Lors de cette visite, il est constaté que l'exploitant n'a pas mis en place d'aire étanche sur le site. Il est donc proposé une mise en demeure pour la réalisation de cette aire étanche.

Par ailleurs, l'exploitant déclare n'avoir pas réalisé de campagne de concassage au cours de l'année 2024 et n'a donc pas pu réaliser de mesures des retombées de poussières. Cependant, il présente un devis validé pour une commande datée du 21 juillet 2025, prévoyant la réalisation d'une campagne de mesure à l'automne 2025 par la société AGEOX.

Les articles 41 et 57 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment à la surveillance de la qualité de l'air, n'ont donc pas pu être contrôlés et devront l'être ultérieurement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Ravitaillement et entretien des véhicules et engins
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>Le ravitaillement est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p> <p>L'entretien courant et le lavage des véhicules et autres engins ne seront pas réalisés sur le site de la carrière.</p>
Constats : <p>Lors de la visite du 25 octobre 2023, l'inspection avait constaté l'absence d'aire étanche sur le site.</p> <p>Aucune aire étanche n'est constatée lors de la présente visite.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 4.7 de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2012.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Surveillance de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité de l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.

Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement.

Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.

Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement.

Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés par le préfet de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations :

- fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois ;
- implantées sur une exploitation de carrière qui réalise une surveillance environnementale selon les prescriptions de l'article 19.5 et suivants de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière.

Constats :

L'exploitant déclare n'avoir pas réalisé de campagne de concassage au cours de l'année 2024 et, de ce fait, n'a pas pu effectuer de mesures de retombées de poussière. Cependant, l'exploitant a présenté un bon de commande validé le 21 juillet 2025 pour la réalisation par la société AGEOX. d'une campagne de mesures de retombées atmosphériques par la méthode des plaquettes, prévue pour l'automne 2025, lors de la prochaine campagne de concassage.

Ce point ne peut donc pas être contrôlé lors de cette visite et devra faire l'objet d'un futur contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Je vous demande de bien vouloir porter à la connaissance de l'inspection les résultats des analyses de retombées de poussières dès que disponibles.

Type de suites proposées : Sans suite